

resot

DG/98/21
Original anglais

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE



Discours
de
M. Federico Mayor

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à la deuxième Conférence européenne des sciences sociales

Les sciences sociales : perspectives européennes

Bratislava (République slovaque), 14 juin 1998

Madame la Ministre des affaires étrangères,
Monsieur le Président de l'Académie des sciences,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi de me trouver parmi vous, lors de cette deuxième Conférence européenne des sciences sociales, pour renouer nos liens et faire le point de tout ce qui est survenu depuis la première Conférence tenue à Santander il y a sept ans. Au cours des trois prochains jours, vous allez aborder quelques-unes des questions les plus urgentes pour l'avenir des sciences sociales en Europe. Vous allez parler de la coopération et de la coordination en cette matière. Vous discuterez d'un nouveau calendrier européen de recherche, axé sur des thèmes tels que l'impact social des problèmes écologiques, le suivi des problèmes sociaux, le renforcement de la démocratie et le rôle de l'Europe dans la société planétaire. Vous allez aussi élaborer des stratégies de nature à garantir l'engagement qu'ont pris les organes politiques de soutenir la mise en oeuvre d'un tel calendrier de recherche.

Toutes ces questions naissent d'une préoccupation de la plus haute importance pour l'avenir de l'humanité, d'une préoccupation intimement liée à la mission de l'UNESCO : à savoir, le rôle de l'Europe dans l'effort fait pour améliorer la protection et le partage au niveau planétaire, forger une démocratie participative à l'échelle mondiale, passer du diktat, de la force et de la violence à une culture de la tolérance, du dialogue et de la paix. Une Europe des peuples, vivant ensemble dans la diversité des cultures et guidés par les principes démocratiques universels inscrits dans l'Acte constitutif de l'UNESCO, est une Europe forte : une Europe qui rayonne au-delà de ses frontières. Car une Europe bâtie autour d'une monnaie est une communauté économique mais elle n'a pas d'ambition visionnaire.

Le monde dans lequel nous vivons est en mutation rapide et devient de plus en plus complexe. Nous nous efforçons de nous adapter à l'ampleur et à la vitesse des transformations à grande échelle qui caractérisent la mondialisation. Il s'agit d'un processus déséquilibré, asymétrique, où il y a quelques "mondialiseurs" et force "mondialisés". La mondialisation s'appuie sur les marchés et les échanges et sur les télécommunications. Mais quand on regarde la réalité des transactions commerciales, quand on voit que les réseaux de télécommunication n'atteignent qu'une faible partie du globe et que de nombreux villages sont encore dépourvus d'électricité, il est permis de conclure que les marchés ne peuvent pas servir de guides et que ce sont eux qui doivent être guidés par des valeurs suprêmes et universelles. Les sociétés multinationales et les institutions financières transnationales doivent respecter des codes de conduite capables d'empêcher le blanchiment de l'argent tiré du trafic de drogue ou du trafic d'armes.

Devant les multiples problèmes induits par ce type de mondialisation - la contradiction croissante entre la richesse, d'un côté, et, de l'autre, l'appauvrissement, la marginalisation

sociale, la transformation de la culture en une marchandise, la xénophobie, l'exclusion, la pauvreté, la misère et la violence - les idéaux universels de la démocratie et des droits de l'homme ont un rôle spécifique à jouer. Ils sont les piliers d'une culture de la paix et de la tolérance, devenue une absolue nécessité dans notre univers où règnent diversité culturelle et mondialisation.

L'Europe doit prouver que la perception moderne des droits de l'homme et de la démocratie est viable. L'Europe peut montrer au monde que ses "lumières", son immense diversité culturelle, sa vision, sont toujours vivantes, que les idéaux de liberté, de justice, d'égalité et de solidarité constituent effectivement le fondement d'une culture de la paix et de la tolérance et qu'ils sont à même de contrebalancer les tendances à l'uniformisation, à la désillusion, à la méfiance et à l'injustice. Les "miracles" économiques peuvent s'effondrer comme des châteaux de cartes. En revanche, si le tissu social garde sa cohésion, si l'on associe à une bonne gouvernance un vaste système de représentation et de consultation systématiques, ainsi que le respect de la personne et la transparence des processus administratifs, le développement économique peut alors se faire en harmonie avec les communautés et leurs valeurs.

Cela vaut pour toutes les sociétés et en particulier pour les sociétés en transition. En Europe centrale et orientale, nul n'aurait pu prédire avec exactitude les immenses transformations sociales dont nous avons été les témoins depuis les événements mémorables de 1989. Et ce n'est que peu à peu, lentement, que nous commençons à en mesurer les répercussions politiques, économiques, sociales et culturelles. La transition des pays d'Europe orientale et centrale vers la démocratie a ouvert la voie à l'intégration politique et économique d'un vaste espace allant de l'Atlantique à l'Oural et de l'océan Arctique à la Méditerranée. Mais avec cette transition politique et économique des sociétés postcommunistes, sont apparues de nouvelles difficultés financières et sociales ainsi que des problèmes de sécurité. Dans certains cas, la démocratie ne s'y montre pas sous son meilleur jour et, du fait d'un certain recul du rôle joué sur la scène internationale, la transition s'accompagne d'extrémisme et de violences urbaines. Ces pays sont-ils donc passés d'une sécurité totale et d'une absence de liberté à une liberté totale et une absence de sécurité ? De fait, l'accroissement des inégalités sociales et économiques et de la pauvreté, de même que l'exacerbation du nationalisme et des conflits ethniques risquent d'entraver les possibilités de développement pacifique sur le plan social, politique et économique.

Les contraintes et les tensions de la transition représentent sans doute le défi majeur du processus d'intégration européenne en cours. Pour reprendre les termes du lauréat du prix Nobel de la paix, Vaclav Havel, les anciens pays communistes "ont réintégré l'histoire". Le grand homme d'Etat Alexandre Dubček, dont la dernière demeure se trouve en cette ville, a joué à cet égard un rôle considérable. Il l'a fait avec courage, en se fondant sur les valeurs qui, aujourd'hui, nous servent de guide. Les messagers disparaissent, mais les messages demeurent. Dans cette période de mutation planétaire sans précédent, où les valeurs et les idéaux sont plus nécessaires que jamais, nous ne pouvons pas nous permettre d'oublier les leçons de personnalités aussi éminentes qu'Alexandre Dubček. Car elles peuvent nous aider à atteindre cet objectif à long terme qu'est l'intégration européenne nourrie par la démocratie, la justice et le développement pour tous. L'Europe doit édifier de nouvelles structures politiques et économiques qui s'appuient sur les valeurs démocratiques universelles, sur la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle doit établir des structures qui fassent place à sa diversité religieuse, linguistique et historique, des structures qui servent de passerelles entre

l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. Elle doit pour cela avoir une vision claire de l'avenir. Et le passage de la vision à l'action nécessite, à son tour, des sciences sociales reposant sur des fondements solides.

Voici plus d'un demi-siècle, les fondateurs de l'UNESCO recommandaient que les sciences sociales jouent un rôle central dans le suivi de l'intégration sociale de l'humanité. La décennie écoulée a été une période importante où l'on a fait le point des connaissances sociales héritées du passé. Des chercheurs relevant d'universités, d'instituts de recherche ou d'associations internationales ont participé à cette réévaluation des traditions intellectuelles et des principaux acquis scientifiques des sciences sociales au XXe siècle. L'UNESCO joue son rôle dans ce processus : son premier Rapport mondial sur les sciences sociales paraîtra l'an prochain. Avec cette publication prendra corps l'un des rêves que j'ai nourris en prenant mes fonctions à l'UNESCO : publier des rapports biennaux sur l'éducation, la science, la communication, la culture et les sciences sociales. Lors de la 28e session de la Conférence générale, en 1995, l'UNESCO a posé de nouveaux jalons pour asseoir la transdisciplinarité, et notamment renforcer la coopération entre les sciences exactes et naturelles et les sciences sociales. C'est une tendance qu'illustre bien l'étroite collaboration qui existe entre les sciences sociales et les sciences exactes et naturelles dans la préparation de la Conférence mondiale sur la science, que l'UNESCO organisera à Budapest en juin 1999.

Comme cette Conférence visera à mieux faire comprendre au public l'impact de la science sur la société et à susciter envers la science un plus grand engagement de la part des gouvernements, des milieux industriels et de la société en général, les sciences sociales joueront un rôle important dans son déroulement et son suivi. Le lancement des projets transdisciplinaires de l'UNESCO intitulés "*Les villes : gestion des transformations sociales et de l'environnement*" et "*Les régions côtières et les petites îles*" a été assuré grâce à une étroite coopération entre MOST, le Programme hydrologique international (PHI) et le Programme sur l'homme et la biosphère (MAB). Pour comprendre les questions urgentes de notre temps, il faut impérativement adopter en sciences sociales des approches transnationales, voire mondiales. Le programme MOST qui, comme vous le savez, a été mis en route lors de la première Conférence européenne des sciences sociales à Santander, porte essentiellement sur des questions de portée mondiale telles que la gestion des sociétés multiculturelles, la migration, la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le développement urbain. Grâce à sa décision stratégique de constituer à l'échelle régionale et mondiale des réseaux de recherche sur les politiques, l'UNESCO encourage les sciences sociales à se mettre vraiment au service de la planète tout entière.

Les chercheurs en sciences sociales doivent savoir faire leur propre autocritique et orienter leur recherche et leur enseignement après s'être posé les deux questions suivantes : Vers quel type de connaissances aller ? Pour quoi et pour qui ? La première question suppose que l'on étudie minutieusement les concepts, les modèles et les méthodes qui éclairent l'interprétation du monde social. La deuxième question - un savoir pour quoi et pour qui ? - pose le problème de la pertinence des connaissances sociales face aux défis de notre temps. Le programme MOST de l'UNESCO vise explicitement à produire des connaissances utiles à la définition des politiques et à renforcer la coopération entre les chercheurs en sciences sociales et les décideurs. Etant donné les défis que posent les transformations sociales à l'échelle planétaire, il importe de restructurer les sciences sociales. Il faut d'abord surmonter les obstacles auxquels elles se heurtent. En Europe, il n'y a pas assez de ressources institutionnelles pour la recherche et la formation. C'est que les sciences sociales ont surtout

été axées sur la compréhension et l'explication des problèmes sociaux, économiques et politiques à l'échelon national, au détriment de la collecte ou de l'analyse de données empiriques au niveau de l'Europe. D'où l'immense difficulté qu'il y a à analyser valablement le processus de l'intégration européenne dans des domaines tels que l'immigration, le chômage, la mobilité ou les politiques de l'environnement.

Le projet d'Enquête sociale européenne - qui est une initiative prise récemment par la Fondation européenne de la science - vise à commencer à combler ce manque de données empiriques et devrait, par conséquent, être fortement soutenu. La méthodologie n'a pas beaucoup progressé non plus dans le domaine des sciences sociales européennes. L'élaboration d'un programme commun de recherche et de formation à l'échelon européen est une tâche très importante qui pourrait être le résultat le plus significatif de la présente réunion. Les participants à la Conférence régionale de MOST pour l'Europe centrale et orientale, tenue à Budapest en 1995, avaient signalé que le nombre de chercheurs et les financements prévus pour les sciences sociales en Europe de l'Est avaient dramatiquement diminué. Compte tenu de toutes ces lacunes institutionnelles et intellectuelles, c'est un grand défi pour les sciences sociales européennes que d'être en mesure de suivre les processus complexes de l'intégration européenne et de la transition sociale postcommuniste.

A l'échelle de l'Europe, les sciences sociales peuvent combler le fossé qui sépare littérature et sciences humaines des autres disciplines scientifiques et rétablir le lien entre des sciences sociales transdisciplinaires et la dimension éthique d'une culture de la paix et de la tolérance fondée sur les droits de l'homme et la démocratie. S'il y a coopération entre les différentes traditions de recherche nationales, la diversité des sciences sociales en Europe peut devenir source d'une intense créativité. Elle peut en renouveler le caractère transnational et pluraliste. Les sciences sociales européennes devraient aussi ajouter à leur coopération traditionnelle avec l'Amérique du Nord l'établissement de liens plus solides avec les sciences sociales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Elles devraient améliorer leur collaboration avec les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile en fournissant des connaissances spécialisées, en renforçant les capacités et en discutant des thèmes de recherche. Avec la "mondialisation", il faut, pour gouverner, avoir des connaissances en sciences sociales aux échelons local et régional. C'est seulement à cette condition que les acteurs et les décideurs sont à même de suivre "la mondialisation qui part de la base" et de mettre en place des structures institutionnelles qui favorisent la démocratisation à de multiples niveaux.

La présente Conférence peut nous permettre de faire un autre grand pas en avant en restructurant les sciences sociales en Europe, ce qui contribuera de façon importante au développement des sciences sociales en général. Elle contribuera aussi fortement à façonner l'avenir d'une Europe plus pacifique et plus soucieuse de rassembler.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Allocution
de
M. Federico Mayor

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

au Colloque régional sur la paix dans la coopération en Asie du Sud-Est
organisé par l'UNESCO et l'ANASE

Djakarta, 11 septembre 1998

Monsieur le Ministre des affaires étrangères de la République d'Indonésie,
Monsieur le Secrétaire général de l'ANASE,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les participants,
Mesdames, Messieurs,

Ce jour marque le point de départ de relations nouvelles entre l'UNESCO et l'ANASE. C'est pour moi un très grand plaisir que de vous accueillir tous ici aujourd'hui en ces lieux. Qu'il me soit permis avant toute chose d'exprimer ma profonde gratitude à nos hôtes ainsi qu'à tous ceux qui ont contribué à l'organisation de cette importante manifestation et, en particulier, à M. Severino et à l'ANASE, tout comme à la Commission nationale de l'Indonésie pour l'UNESCO et au professeur Napitupulu, son président exécutif. J'ai la certitude que, grâce à votre appui et à votre concours, le présent colloque sera couronné de succès.

Il m'est particulièrement agréable qu'il se tienne à Djakarta, dans un contexte qui nous incite à expérimenter d'indispensables moyens nouveaux de parvenir à une paix, un développement et une démocratie véritablement durables. La conjoncture internationale est une preuve évidente de ce qu'il nous faut désormais reconsidérer de nombreux aspects de la manière dont nous devons aborder les problèmes qui touchent à la fois l'économie, l'environnement et la sécurité. J'aime à dire et à redire que les problèmes majeurs appellent des solutions majeures. C'est pourquoi, ce matin, à l'ouverture de cette conférence, j'invite tous les participants à élever le débat durant ces deux prochains jours. Faisons en sorte que ce colloque soit celui des chances, des chances décelées et saisies.

Nous nous réunissons aujourd'hui alors que l'Asie du Sud-Est, à l'instar de bien d'autres régions du monde, doit relever d'immenses défis. L'ANASE comme l'UNESCO, suivant des voies certes différentes, mais complémentaires, constituent l'une et l'autre un cadre on ne peut plus propice à l'adoption de stratégies d'assistance axées sur des objectifs bien précis. La réflexion classique, la réaction classique ne sont pas de mise ici. Nous avons certes beaucoup à apprendre mais nous avons aussi beaucoup à désapprendre. Ne pourrions-nous pas, ensemble, repousser certaines des frontières de la réflexion classique, ouvrir de nouveaux champs d'action et nous armer de la volonté d'aller à la recherche de solutions nouvelles, de véritables solutions d'avenir tirant parti de chacune des chances, grandes ou petites, qui nous sont offertes ?

Nous devons viser le long terme, bien plus que nous ne l'avons fait jusqu'à présent. Le monde connaît en effet aujourd'hui bien des problèmes qui sont dus au fait que nous nous plaçons dans la seule perspective à court terme. Il nous faut inventer de nouvelles méthodes d'action, de nouveaux moyens d'agir de concert, de nouveaux moyens de participer. Comme vous le savez, la Commission que j'ai chargée d'étudier les principales tendances de l'éducation au XXI^e siècle et les solutions qui pourraient être dégagées, la Commission présidée par l'ancien Président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a conclu

démocratie est à la source de la justice, de la liberté d'expression, des droits civils et des droits de l'homme au bénéfice de citoyens actifs et bien informés.

La liberté d'expression a une très grande importance. En vertu de l'article premier de son Acte constitutif, l'UNESCO est tenue de garantir la libre circulation des idées par le mot et par l'image. Pourquoi ? Parce que, par la voix du peuple, par la liberté d'expression, la légalité se transforme en justice. On parle de "règne du droit". Mais il y a mieux, c'est le règne de la véritable justice, où la voix du peuple est entendue. J'ai ainsi pu déclarer, il y aura bientôt trois ans, au deuxième Forum international pour une culture de la paix, organisé à Manille, aux Philippines, "Ni les structures démocratiques, ni le calendrier ou le rythme de la réforme électorale ne sauraient être imposés, que ce soit de l'extérieur ou par une instance supérieure. Le défi auquel nous sommes confrontés, c'est d'aider les pays à trouver leur propre voie vers la démocratie".

Mesdames, Messieurs,

Trois ans plus tard, il est très encourageant de constater que tant de pays de l'Asie du Sud-Est suivent à leur manière la voie de la démocratie, en des temps parfois difficiles. L'UNESCO s'est efforcée de relever le défi qui consiste à trouver les moyens d'aider les pays à tracer cette voie avec de nouveaux partenaires, avec les parlements et les conseils municipaux, par le biais des Prix des Maires pour la paix, des programmes d'alphabétisation des femmes, des programmes de formation des journalistes, autant d'exemples de moyens par lesquels nous nous efforçons de renforcer le tissu de la démocratie et des droits de l'homme. Les droits de l'homme sont la propriété et l'espoir de chaque être humain. La démocratie est liée au développement, elle est fondée sur la durabilité et un meilleur partage, sur la redéfinition de nos priorités budgétaires.

Ceci suppose une nouvelle façon d'envisager l'éducation selon laquelle, parallèlement à l'éducation de base, l'offre d'une éducation permanente permette aux gens d'améliorer leurs conditions de vie, selon laquelle l'alphabétisation ne soit pas seulement la capacité théorique de lire et d'écrire, mais aussi la possibilité pour les gens d'acquérir des compétences génératrices de revenus ; une éducation sans frontières, réellement propre à atteindre les laissés-pour-compte et inclure les exclus. Il nous faut un enseignement supérieur qui soit en plein accord avec l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui stipule que l'accès aux études supérieures doit être ouvert en fonction du mérite. Avons-nous fait en sorte qu'il en soit ainsi dans tous les pays du monde ? Non ! Dans ce cas, pour célébrer comme il se doit le cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, respectons donc ces droits.

Lorsque nous associons paix, développement et démocratie, cela n'influence pas seulement notre vision de l'éducation ou de la citoyenneté. Cela signifie aussi que nous devons aborder la question de la sécurité d'une manière absolument nouvelle. La sécurité, ce ne sont pas seulement des frontières mieux protégées, c'est avant tout la sécurité de l'ensemble des citoyens, c'est une justice qui fonctionne bien, une justice efficace et rapide. C'est aussi la sécurité de l'environnement, laquelle passe par la prévention de nombre de catastrophes d'origine anthropique et par une réaction rapide et bien préparée aux catastrophes naturelles.

Si la manière d'aborder le problème de la sécurité de par le monde peut varier considérablement d'un pays à l'autre, nous pouvons néanmoins dégager certaines tendances générales. La façon dont les pays utilisent leurs forces armées a changé, depuis les temps où les ministères de la défense s'appelaient ministères de la guerre. Je suis convaincu qu'avant longtemps on les appellera "ministères de la paix". Pouvons-nous ne pas souhaiter un monde dans lequel les militaires aient essentiellement pour rôle de construire la paix et de maintenir la paix ? Je crois que plus la sécurité sera confiée à des gouvernements civils élus par des citoyens matures et auxquels ils devront rendre des comptes, plus nous verrons se développer tous ces aspects de la sécurité.

Depuis sa création, l'UNESCO assume une responsabilité particulière à l'égard du renforcement de la paix, une responsabilité clairement définie dans les premiers mots de son Acte constitutif, qui dit "que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix". La mission essentielle de l'UNESCO est donc d'aller au-delà du maintien de la paix en oeuvrant en faveur de la construction de la paix. C'est ce que reflète sans équivoque le souci de l'UNESCO de construire une culture de la paix. Pour nous, la paix ne saurait se résumer au maintien de la paix. La paix que nous appelons de nos vœux, ce n'est pas seulement l'absence de conflit armé. Ce n'est pas seulement l'équilibre de la puissance militaire ou de ce que l'on appelle la dissuasion nucléaire. Seule la culture de la paix combine les notions de paix et de sécurité. Elle porte en elle la promesse d'une paix authentique et durable parce qu'elle oeuvre à instaurer des liens permanents d'interaction entre le développement, la paix et la démocratie. Sans ce triangle interactif, ni la paix, ni le développement économique, ni le pouvoir politique, ni l'avenir ne sauraient être assurés.

Il nous faut passer d'une culture de la violence, de l'oppression et de la guerre à une culture du dialogue, de la tolérance et de la non-violence. Pour résumer, en cette fin de siècle et de millénaire, nous avons certes fait des choses vraiment merveilleuses pour l'humanité, mais nous avons payé un terrible tribut à la guerre. Des millions de jeunes gens ont donné leur vie pour la paix dont nous jouissons aujourd'hui, mais rien n'a été résolu par la violence. C'est pourquoi, de concert avec vous, nous voulons aller encore plus loin dans la culture de la paix par la coopération.

Vous vous demandez peut-être ce que peut vouloir dire culture de la paix pour ces pays de l'Asie du Sud-Est dans lesquels un rapide développement économique a connu une fin si soudaine. Lorsque je décris cette culture de la paix, je le fais en ayant conscience que vos pays sont en proie à de nombreuses difficultés. Il serait en effet déplacé de vous fixer des objectifs impossibles à atteindre dès lors que, pour vous, la priorité est de réagir à cette évolution soudaine et d'emprunter la voie du rétablissement. Permettez-moi néanmoins d'être tout à fait clair : la culture de la paix n'est pas un luxe. Ce n'est pas un "plus" facultatif à ajouter au terme du processus de rétablissement. Elle doit se construire dès le tout début. Elle est tout aussi essentielle que la solvabilité et la politique monétaire. C'est une composante structurelle.

A mes yeux, la question n'est pas de savoir si nous sommes en mesure de songer à instaurer une culture de la paix à ce stade, mais si nous pouvons nous permettre de ne pas y songer. Je me référerai à la brochure éditée à l'occasion de notre colloque : "Construire une culture de la paix en Asie du Sud-Est". Cette publication donne une idée parfaitement claire des multiples activités et des multiples modes d'action que supposent la résolution des tensions inhérentes au développement et le refus de tout ce qui peut conduire à l'incohérence,

au conflit et à la propagation de la violence. Au niveau le plus élémentaire, c'est une question de comportement quotidien, c'est l'affaire de tous, de chacun d'entre nous.

Mesdames, Messieurs,

L'Asie du Sud-Est a aujourd'hui une occasion unique - issue de la crise - d'envisager sous un nouvel angle son rétablissement et son développement tout en évitant les risques de conflit et en renforçant à tous les stades et à tous les niveaux la paix, le développement, les droits de l'homme et la démocratie. La région possède d'ores et déjà de solides assises sur lesquelles bâtir une telle démarche, de par sa tradition de paix dans la coopération, de par son histoire, ses valeurs, sa culture et son patrimoine extraordinairement riches, de par la profusion de ses ressources et de ses compétences. Je suis convaincu que la région est en mesure de montrer la voie au reste du monde, une nouvelle voie ! D'autres régions se trouvant aujourd'hui confrontées à la menace de la récession économique vont se tourner vers l'Asie du Sud-Est pour voir comment la situation y est traitée.

L'enjeu consiste à découvrir de nouveaux moyens de régler les problèmes qu'engendre la récession, de nouveaux moyens procédant d'une démarche nouvelle. L'UNESCO offre à cette fin son partenariat partout où il peut se révéler utile. Les fondements de cette collaboration existent, que l'on pourrait d'ailleurs renforcer : ce sont, par exemple, notre réseau d'écoles, le Système des écoles associées et le Réseau Asie-Pacifique de l'Education internationale pour l'enseignement des valeurs. Notre réseau d'universités UNITWIN et les chaires UNESCO, nos programmes de recherche scientifique, dont les réseaux spécialisés sont connus dans le monde entier et dont un excellent exemple n'est autre que le Réseau des réserves de biosphère de l'Asie de l'Est, qui mène des activités de conservation et des activités économiques dans des réserves de biosphère transfrontières, selon une pratique qui se répand désormais en Asie du Sud-Est.

Nous pouvons recourir à tous ces programmes, entre autres, pour contribuer à la poursuite de stratégies de rétablissement, à la construction d'une culture de la paix dans la région, à la promotion d'un développement sûr et durable. J'espère que notre colloque sera le tremplin d'un dialogue, le banc d'essai d'idées nouvelles, une rencontre dont émergeront de nouvelles propositions, de nouveaux projets, de nouvelles perspectives. Je vous demande à tous de garder à l'esprit l'importance absolument capitale de la mise en oeuvre et du suivi. Je puis vous assurer que l'UNESCO déploiera toute son énergie pour traduire les conclusions de notre réunion en une réalité concrète et positive. C'est le plus bel hommage que l'Organisation puisse rendre aux peuples de l'Asie du Sud-Est, aux décennies d'efforts inlassables qu'ils ont déployés pour faire en sorte que leurs enfants jouissent d'une vie meilleure. Le premier pas concret que nous faisons ici dans ce sens est un gage donné en faveur de leur avenir et de l'offre d'un nouveau départ à tous les enfants de la région.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Allocution
de
M. Federico Mayor

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à la séance de clôture de la Conférence Banque mondiale/UNESCO

*Comprendre la place de la culture dans le développement durable :
investir dans les biens culturels et naturels*

Washington D.C., 29 septembre 1998

Excellences,
Chers amis et collègues,
Mesdames, Messieurs,

Si l'on m'avait dit, il y a dix ans, que j'assisterais ici à la Banque mondiale à une conférence sur la culture et le développement durable patronnée par l'UNESCO, cela m'aurait paru utopique ! Vous ne pouvez donc imaginer à quel point je suis heureux et honoré de me trouver ici à la Banque mondiale à Washington pour m'adresser à une conférence copatronnée par la Banque sur un thème tellement au centre des préoccupations de l'UNESCO. Le choix de ce thème nous va tout à fait droit au coeur à l'UNESCO, parce qu'il démontre l'impact croissant des efforts que nous déployons pour faire entrer la culture dans l'équation du développement, et parce qu'il témoigne par-dessus tout de la réceptivité et de la vision qui caractérisent désormais la Banque mondiale, qui a su saisir les possibilités et relever les défis inhérents à tout engagement envers la dimension culturelle du développement. Je remercie et félicite James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, d'avoir impulsé la prise en compte de la culture à la Banque.

Le fait de me trouver dans l'Auditorium Preston me rappelle ce qu'avait coutume de dire Lewis Preston : "Les gens sont à la fois les moyens et la fin du développement." Sa vision du développement a contribué à renforcer l'idée que la culture doit aussi devenir un moyen et une fin du développement. Ensemble, nous pouvons désormais chercher à mettre en pratique notre compréhension commune du rôle de la culture dans le développement durable. A cette quête, peuvent s'appliquer les mots du poète espagnol Antonio Machado : "Voyageur, il n'y a pas de route. La route se trace en marchant." Lorsque tel est le cas, lorsque nous entreprenons de tracer une route nouvelle, le partenariat devient un élément essentiel du succès de l'entreprise. Ce partenariat, au sein de la communauté internationale, commence au niveau conceptuel. C'est ensemble, collectivement, que nous avons été en mesure de faire progresser notre réflexion sur le développement. Il nous a fallu des années, voire des décennies, pour commencer à remplacer par d'autres les schémas intellectuels qui assimilent le développement à la seule croissance économique linéaire.

En ma qualité de Directeur général de l'UNESCO, j'ai pu voir à quel point il a été difficile d'élargir les objectifs des stratégies des Nations Unies en matière de développement. L'éducation et, dans une moindre mesure, la science n'y ont été introduites qu'à l'occasion de la quatrième décennie du développement, à la fin des années 80, non sans difficultés. Je me souviens d'être venu ici il y a dix ans pour participer aux préparatifs de la première Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, qui devait avoir lieu en mars 1990 à Jomtien, en Thaïlande. Et je me souviens aussi des entretiens que j'ai eus avec Barber Conable pour tenter de le convaincre d'engager des crédits en faveur de l'éducation pour tous.

Peu à peu, Barber Conable est parvenu à en persuader également tous les gouverneurs de la Banque. Je me trouvais un soir en sa compagnie, ici, à la Banque mondiale, lorsqu'il me déclara : "Aujourd'hui, j'ai de très bonnes nouvelles pour vous. La Banque a décidé de mettre un milliard à la disposition de cette réunion sur l'éducation pour tous" ; il avait parlé si vite que je n'avais d'abord pas compris s'il s'agissait d'"un million" ou d'"un milliard", en anglais "billion". Aussi lui demandai-je "Pouvez-vous répéter, avez-vous dit "b" comme Barcelone ou "m" comme Madrid ?" Il me répondit, "C'est bien un "b" - un milliard". J'étais enchanté d'apprendre que nous disposions enfin d'un milliard pour l'éducation pour tous. Je crois que c'est là une des meilleures nouvelles que nous ayons reçues ces dernières années. L'éducation s'est considérablement développée dans l'ensemble du monde, tandis que les taux de fécondité ont baissé.

Aujourd'hui, j'ai la certitude que la culture et la communication vont, elles aussi, devenir des composantes clés de toute politique de développement. En 1995, a vu le jour la Commission mondiale de la culture et du développement, Commission indépendante créée conjointement par l'UNESCO et l'ONU et placée sous la présidence de M. Javier Pérez de Cuéllar. Cette Commission devait mettre l'accent sur le fait que le développement doit viser "l'épanouissement de la vie humaine sous ses formes multiples et dans sa totalité". Le développement ne doit pas seulement être durable, il doit aussi être culturel. Ce puissant message est désormais reçu. En réalité, l'actuelle crise économique mondiale est révélatrice de sa véracité fondamentale. Comme le titrait l'International Herald Tribune au début de ce mois, "une bonne société, ce n'est pas seulement le produit d'un marché libre". Le développement durable, ce n'est pas seulement la croissance économique, car il ne saurait y avoir de durabilité sans partage, sans justice, sans liberté d'expression. Il ne saurait y avoir de développement durable sans démocratie durable.

Sur un certain plan, cette vision élargie et plus complexe du développement est une exigence morale. Le Vice-Président de l'Afrique du Sud, M. Thabo Mbeki, l'a récemment rappelé sans équivoque en déclarant, je le cite : "Les dirigeants politiques de notre monde contemporain devraient se poser la question de savoir si les valeurs humaines universelles ont ou non une place quelconque dans l'ordonnement des affaires de l'humanité." J'aime à parler de culture en termes de comportement. Le comportement - comment j'agis en fonction de ce que je pense ou sais, de ce dont je me souviens ou de ce que j'oublie, de ce que j'aime ou rejette, de ce que je crée ou renouvelle - voilà l'expression suprême de la culture. La créativité, cette capacité supérieure propre à l'espèce humaine, nous permet de réinventer chaque jour notre façon de vivre. La créativité nous permet de réinventer des significations et des réactions. Cet aspect de la culture est la clé du développement, la clé d'un développement humain intégral, endogène et durable. A cet égard, la diversité culturelle joue un rôle particulièrement important.

Les progrès de notre réflexion sur ces questions nous ont permis d'amener les gouvernements et leurs partenaires à reconsidérer la nature, l'ordre de priorité et l'ampleur de leur politique culturelle dans le contexte du développement. L'impact des travaux de la Commission nous a directement conduits à organiser en avril de cette année, à Stockholm, l'importante Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement. A mes yeux, le Plan d'action adopté par les 140 Etats membres représentés à la conférence a marqué un nouvel engagement envers la culture. Mais il ne suffit pas d'avoir un plan. Nous devons aussi agir. Pour reprendre les paroles d'Ismail Serageldin dans son

allocution à la session plénière de la Conférence de Stockholm : "Le temps de l'action est venu. Nous pouvons agir. Nous devons agir."

Comme je l'ai dit moi-même en cette occasion : "Si, à l'issue de cette conférence, les gouvernements prennent des mesures concrètes afin de mettre en pratique les idées et propositions actuellement soumises à leur examen ... si ces gouvernements prennent les dispositions législatives et budgétaires nécessaires pour qu'elles s'inscrivent dans les politiques, alors "Stockholm" sera synonyme d'un nouveau départ pour la culture et pourra être considérée comme un tournant stratégique." Le temps est venu pour nous tous de tenir parole. Trois décennies durant, nous avons présenté nos arguments. Aujourd'hui, nous avons les moyens d'agir. Il ne nous manque plus que la volonté d'agir, la volonté politique de persuader les gouvernements et les décideurs qu'au bout du compte, même si nous disposons des moyens financiers et techniques nécessaires, il ne saurait y avoir de développement sans ressources humaines, sans imagination, il ne saurait y avoir d'expression durable d'une culture qui ne repose pas sur des valeurs culturelles.

Pour ma part, je suis convaincu que notre association de plus en plus étroite avec la Banque mondiale contribuera à renforcer la détermination de nos partenaires et notre aptitude commune à tenir nos engagements. Nous sommes en mesure de rappeler aux décideurs qu'il leur appartient de faire preuve de la volonté politique nécessaire. Ensemble, nous avons la possibilité de renforcer la prise de conscience du public, et en particulier des jeunes, qui sont notre avenir. Nous avons la possibilité d'en appeler aux parlementaires afin qu'ils traduisent cette volonté d'agir en décisions budgétaires. Associés, notre voix portera plus loin, beaucoup plus loin.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je souhaiterais évoquer brièvement la reconnaissance par l'UNESCO, en 1972, par le truchement de la Convention du patrimoine mondial, de l'importance de la sauvegarde des vestiges historiques. Cette Convention, qui a été ratifiée par 155 Etats, a défini des normes internationales applicables non seulement au patrimoine matériel mais aussi, ce qui est tout aussi important, au patrimoine immatériel. Dans le même esprit, l'Organisation a toujours été et est toujours à l'avant-garde des efforts déployés en vue de promouvoir les industries culturelles et le tourisme culturel, d'encourager la production de livres, de développer la législation sur le droit d'auteur et d'assurer la protection de la propriété intellectuelle. Grâce à des activités interculturelles telles que son fameux projet des Routes de la soie, l'Organisation a poursuivi la mission essentielle qu'elle s'est donnée de promouvoir le dialogue interculturel.

En 1995, la Conférence générale de l'UNESCO a revalorisé le Plan à moyen terme de l'UNESCO en le transformant en une Stratégie à moyen terme. Ce fut là une initiative très importante, car nous préoccupés de plus près du processus de décision en amont nous met mieux à même de transmettre aujourd'hui notre message de paix, de liberté et de justice. Nous sommes mieux armés pour promouvoir l'action partout dans le monde. Le nouveau contexte dans lequel nous évoluons, c'est celui de l'interdépendance économique, de l'évolution du rôle de l'Etat et du pouvoir des nouvelles technologies de la communication et de l'information. La mondialisation, tant au plan de l'économie qu'à celui du progrès social, ne saurait se transformer en réalité sans une réduction des disparités que l'on constate actuellement dans les

domaines des richesses, de la connaissance, de la prise de décisions, sans une réduction de la disparité entre les hommes et les femmes.

Notre patrimoine physique doit être protégé, mais notre patrimoine culturel immatériel a tout autant d'importance. Il en va de même de notre patrimoine génétique. Comme vous le savez, la Déclaration sur le génome humain et les droits de l'homme a été approuvée par tous les pays, y compris ceux qui ont auprès de l'UNESCO le statut d'observateurs, comme les Etats-Unis. Elle a été adoptée à l'unanimité lors de la Conférence générale de l'UNESCO de 1997, parce que les Etats membres avaient compris la nécessité de protéger le génome humain. Le patrimoine éthique, qui sous-tend toutes ces notions de patrimoine, revêt une importance suprême.

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes prêts à nous associer à la Banque mondiale pour créer un Fonds pour la culture mondiale qui soit analogue au Fonds pour l'environnement mondial. Cette idée, que la Banque mondiale défend depuis plusieurs années, a été accueillie avec le plus grand intérêt par la Commission mondiale de la culture et du développement. C'est pour nous un énorme enjeu que de mobiliser des ressources qui soient à la mesure de la richesse de notre diversité culturelle. Il nous appartient d'inviter instamment la Banque mondiale à y travailler avec nous en mettant en place des programmes de micro-crédit à l'appui de toute une gamme d'entreprises culturelles ayant une dimension sociale, politique et, par-dessus tout, économique.

Nous avons aujourd'hui devant nous tout un éventail de possibilités de partenariat. A cet égard, j'estime tout à fait pertinent le chapitre "Culture et commerce" de l'importante réunion qui s'est tenue à Ottawa en juin 1998, organisée par le Ministère du patrimoine culturel du Canada, comme toute première opération de suivi de la Conférence de Stockholm. La création du Réseau des ministères de la culture est une excellente initiative des participants à cette réunion, une initiative que l'UNESCO appuie activement. Après la réunion d'Ottawa, une autre rencontre importante s'est déroulée à Rio de Janeiro, également sur le thème de la culture et du développement, notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes. Je suis convaincu que cette série de réunions de suivi est la meilleure garantie de la mise en pratique des conclusions et du Plan d'action de Stockholm.

Les éminents orateurs qui se sont succédé dans le cadre de notre conférence nous ont donné de nombreux exemples pertinents de thèmes et d'activités qui appellent une démarche nouvelle, un partenariat nouveau, une vision nouvelle de la culture et du développement. Ils nous ont tracé la voie à suivre. Relevons le défi. Comme l'a dit le président Clinton, "L'avenir est à nous, sous réserve que nous l'inventions." La créativité nous permet de réinventer jour après jour notre façon de vivre. La créativité nous permet de réinventer des sens et des réponses. Seuls, comme je l'ai déjà dit, nous ne pouvons changer ; or, à l'aube d'un nouveau siècle et d'un nouveau millénaire, il nous est indispensable de passer d'une culture de coercition, de force et de guerre à une culture de la paix, de la non-violence et du dialogue.

L'an 2000 a été déclaré "Année internationale de la culture de la paix" par l'Assemblée générale des Nations Unies. L'un des plus solides fondements de cette célébration sera la prise de conscience, à l'échelle du monde entier, de l'identité culturelle et de l'importance du

dialogue interculturel, de la défense des identités culturelles et d'une meilleure connaissance d'autrui. Au XXI^e siècle, l'égoïsme doit faire place à l'altruisme, au moi qui englobe l'autre et ne le rejette pas.

J'aimerais terminer par une anecdote. Nous avons récemment accueilli à l'UNESCO trois jeunes stagiaires canadiens de trois différentes "Premières nations", autrement dit peuples autochtones du Canada. L'un d'entre eux, un Cree, nous a appris qu'après avoir saisi la démarche adoptée par l'UNESCO dans le domaine de l'éducation, il a immédiatement compris que cette démarche pouvait fort bien s'appliquer aux jeunes Crees. A ses yeux, cette démarche permet de résoudre un dilemme. Abandonnés à eux-mêmes dans les réserves, les jeunes n'ont d'autre perspective que la dépendance, le désespoir et la délinquance, mais lorsqu'ils suivent les formations courantes, leur seule perspective, c'est d'être transférés vers les villes où, grâce à leurs "compétences transférables" nouvellement acquises, ils peuvent trouver un emploi loin de leur communauté.

Selon lui, l'éducation, telle que l'entend l'UNESCO, peut enrichir la vie de ces jeunes, les aider à entreprendre et à rester dans leur réserve parce qu'elle englobe l'apprentissage traditionnel au lieu de le rejeter. C'est ce qu'il appelait, dans sa langue, le cree, "Wah-hoh-to-win" (la connexion). J'aimerais appliquer cette expression cree à notre partenariat et à notre démarche vis-à-vis de la culture et du développement. Soyons connectés, connectons-nous.

DG/98/32
Original espagnol

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Discours
de
M. Federico Mayor

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

devant l'Assemblée générale de CONFECAMARAS

Ibagué (Colombie), 2 octobre 1998

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Président de la Chambre,
Monsieur le Président de Confecámaras,
Mesdames et Messieurs les représentants de ceux dont le monde a tant besoin,
ces femmes et ces hommes qui ont le génie d'entreprendre,
A vous tous,

Je veux exprimer mes remerciements pour votre présence ici ; je vous suis aussi, Monsieur le Président, très reconnaissant de m'avoir invité en cette ville d'Ibagué, en cette région de rizières qui a donné au monde, il y a quelques années seulement, un exemple de courage face à l'adversité. Aujourd'hui, ces villages où l'on sait chanter dans les moments de tristesse sont devenus la capitale musicale de la Colombie, car on sait aussi y chanter la joie.

Avant de commencer mon exposé, j'aimerais évoquer un de mes grands amis, à qui j'ai toujours voué une grande admiration : il s'agit de l'illustre ancien Président de la Colombie, M. Misael Pastrana Borrero, grand ami de l'UNESCO, qu'il a soutenue de diverses manières et notamment ces dernières années, en participant aux plus grands jurys, comme ceux du Prix de l'éducation pour la paix et du Prix international pour l'environnement. J'ai fait personnellement sa connaissance il y a longtemps, dans le cadre du Club de Rome, et c'est pourquoi je tiens à lui adresser ce témoignage de ma reconnaissance et de ma profonde amitié.

C'est justement la paix et l'avenir de tous les Colombiens qui vont être notre sujet de réflexion aujourd'hui. La paix que nous désirons pour nos enfants et nos petits-enfants, en lesquels nous plaçons nos plus grandes espérances d'un monde plus juste, plus libre et plus humain. L'avenir de tout un peuple, fatigué de voir semer dans ses champs et ses villes la violence, la peur et la mort, et de se sentir condamné à n'avoir pour tout horizon que de sombres perspectives.

Devant l'échec retentissant que représente la violence à l'échelon mondial - car tel est le bilan le plus clair et le plus attristant de cette fin de siècle -, que pouvons-nous proposer aux peuples qui n'ont pas encore trouvé les chemins de la paix ? La première chose à dire est qu'on peut décrire le passé mais qu'on ne peut plus l'écrire. En revanche, nous avons devant nous notre plus important patrimoine, un futur encore intact. Il faut s'en souvenir quotidiennement, savoir qu'à nous tous, nous pouvons maintenant écrire à l'échelon mondial, à l'échelon national, un futur bien différent du siècle qui s'achève.

Nous dirons ensuite que les réponses sont en nous. Que ce soit à l'échelon personnel ou collectif, les réponses ne sont pas à chercher en dehors de nous ou de la collectivité. C'est nous

qui les détenons et chaque pays, chaque citoyen a le devoir de dessiner son propre avenir. C'est en cela que consiste l'éducation. L'éducation qui est beaucoup plus que de l'information, beaucoup plus que de l'instruction. L'éducation qui consiste à aider chaque individu à exercer sans aucune limitation cette capacité instinctive, extraordinaire, fabuleuse, démesurée, qu'est la capacité de créer : la capacité d'être libre et de dire oui ou non en fonction de critères personnels et non sous l'effet d'une ingérence extérieure à notre personne ou à notre peuple. Chaque peuple doit trouver en lui-même les réponses aux grands défis auxquels il doit faire face.

En troisième lieu, il faut savoir renoncer, quoi qu'il en coûte, à la force et à la violence. Parce que le prix à payer est la seule chose qui soit irremplaçable : c'est la vie de nos jeunes, des femmes et des hommes, la vie de nos enfants. Il faut renoncer à la violence et il faut savoir entreprendre. Vous qui êtes des hommes d'affaires, des hommes d'entreprise, vous le comprenez mieux que personne. Et vous fournissez dès à présent une contribution très importante à la paix. La première chose à faire est de donner l'exemple en renonçant à la coercition, à la force, et en empruntant la voie du dialogue, de la tolérance et de la compréhension.

Enfin, je dirai que tout problème peut être réglé grâce à la parole. Ce matin, j'ai eu le grand honneur d'être présent au Congrès de la nation colombienne et je suis venu ensuite ici avec le Président de la Chambre. Ce sont eux qui sont la voix du peuple dans un pays démocratique, ils sont parmi les plus hauts responsables parce qu'ils détiennent la force immense de la parole. Finalement, la grande transition est le passage de la raison de la force à la force de la raison. Et la raison s'exprime par l'intermédiaire de la parole. Telle est notre force. Telle est la force immense de l'Organisation que je m'honore de diriger. C'est sur ces valeurs que l'Acte constitutif même de l'UNESCO établit les principes démocratiques. Il n'existe pas de modèle de démocratie. Il revient à chaque pays d'établir ses propres modalités et ses propres schémas. Mais il existe des principes, proclamés par notre Acte constitutif, qui sont la justice, la liberté, l'égalité et la solidarité.

Dans le cas de l'UNESCO, qui est une organisation intellectuelle, les fondateurs ont ajouté que c'est non pas par les seuls accords économiques et politiques - qui sont fondamentaux, mais insuffisants - mais par la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité, qu'on arrivera à un progrès partagé et à une paix durable.

La parole, la langue est l'âme de toute culture. Nous devons donc essayer d'édifier des ponts, d'établir des liens entre toutes les cultures, entre toutes les expressions, de façon à pouvoir convaincre par la parole, au lieu de vaincre par la force, de façon à persuader pour parvenir à une compréhension mutuelle. La parole est le véhicule de tous les arguments par lesquels nous voulons instaurer la force de la raison. Nous devons faire en sorte que tous les citoyens, et pas seulement quelques-uns, sachent et puissent s'exprimer : c'est en cela que consiste la véritable démocratie, la voix de tout le peuple.

A la formule de Descartes "je pense, donc je suis", les Africains ont ajouté celle-ci "je sens, donc je suis". Du point de vue de la démocratie, nous devons renchérir : "je participe, donc je suis". Parce que si je ne participe pas, je ne compte pas comme citoyen. Je suis comptabilisé dans les élections, dans les sondages d'opinion, mais si je ne participe pas, je ne compte pas comme citoyen ; et compter comme citoyen, c'est cela la démocratie. C'est pour

cette raison qu'il est si important de savoir que l'éducation est ce lieu central, ce point de départ de tous les progrès qui peuvent consolider un système démocratique.

Pendant des siècles, nous avons payé le prix de la guerre. Pendant des siècles, nous avons payé le prix suprême, la vie, le seul bien qu'on perde à jamais. C'est un drame que la Colombie a vécu avec une intensité particulière. Il nous faudra maintenant savoir payer le prix de la paix. Nous devons parler à nos enfants en termes de civilité et non de haine ; nous devons faire naître en eux des attitudes de compréhension et non de rancœur. Nous devons "désarmer l'histoire" et remettre les faits guerriers à leur simple et triste place.

L'Acte constitutif de l'UNESCO, rédigé à l'issue de la seconde guerre mondiale, proclame que le but suprême de l'Organisation est la construction de la paix dans l'esprit de tous les êtres humains. Et il affirme aussitôt que les moyens de construire la paix sont l'éducation, la science, la culture et la communication. Cette mission est résumée dans le concept de "culture de la paix", qui exige non seulement le renoncement généralisé à toute violence, mais aussi un engagement de toute la société, afin d'établir solidement un cadre de coexistence pacifique permettant d'investir dans la prévention, dans des perspectives à long terme, et d'atteindre ainsi la stabilité absolument indispensable à toute amélioration. Ce n'est qu'ainsi que pourra être mis en pratique cet extraordinaire préambule de la Charte des Nations Unies :

"Nous, peuples" - remarquez qu'on ne dit pas "nous, nations", ou "nous, gouvernements" - "nous, peuples" sommes "résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre". Ce contrat moral de l'humanité, passé il y a plus de 50 ans, doit rester d'actualité et être renouvelé par tous les peuples, tous les jours, comme on renouvelle les véritables engagements, les engagements essentiels. Tous, nous devons construire chaque jour ce pacte de paix, qui est un pacte pour la vie et pour l'amour qui trouve en elle son origine et s'y incarne. Amour des nôtres, amour du prochain, mais surtout amour pour ceux qui viendront après nous, pour les générations futures.

Dans notre conduite quotidienne, la culture de la paix signifie agir, refaire chaque jour la paix en chacun de nous, se comporter pacifiquement, ce qui ne signifie pas docilement. Au contraire, le monde, en cette aube frémissante du troisième millénaire, a plus que jamais besoin des indociles, de ceux qui affirment leur point de vue sans violence. Ce sont eux les citoyens qui pourront trouver des voies nouvelles puisque aujourd'hui - comme on a vu en 1989 s'effondrer tout un système - les autres possibilités sont aussi en train de s'effondrer. Et il nous faut trouver de nouvelles voies de développement économique, de développement politique, et surtout viser loin et haut. On ne peut gérer l'extrême complexité de notre temps en prenant des décisions de dernière minute, davantage dictées par l'urgence que par l'importance des problèmes. Il faut qu'il y ait des repères, surtout pour les jeunes.

J'ai toujours plaisir à citer cette phrase du grand poète portugais Fernando Pessoa, de l'un de ses hétéronymes : "La lune se reflète à la fois dans la mer, dans les lacs et dans les mares parce qu'elle se situe à une hauteur suffisante". Le monde ne peut continuer à être régi par le marché, par des forces étrangères aux valeurs suprêmes qui nous guident, nous qui pensons qu'en effet, il est possible de remplacer la force par la raison, nous qui pensons qu'on peut passer de la violence à la tolérance et à la compréhension.

Les mutations planétaires des dernières décennies - l'évolution démographique, les progrès scientifiques et technologiques, les dangers qui pèsent sur l'environnement - ouvrent des possibilités inédites de développement humain, en même temps qu'elles nous obligent à nous mesurer à des difficultés jusqu'alors inconnues. La répartition asymétrique et injuste des richesses et des connaissances ne pourra être corrigée que par l'adoption d'une vision politique à long terme, débouchant sur la décision irrévocable d'effectuer un partage chaque jour meilleur. Ce n'est pas par de simples transactions commerciales qu'elle sera corrigée. Au contraire, leur effet inégal permet à certains pays et groupes sociaux de continuer à accumuler des richesses, pendant que d'autres voient augmenter leur pauvreté et leur dénuement. Il ne faut pas confondre les fins avec les moyens de la paix. Le marché, la production, les services sont une fin ; le développement est un moyen de construire la paix. Il doit donc être régi non par des forces que nous ne pouvons maîtriser, mais par des lois défendant la dignité humaine, faite de la justice, de la solidarité et de l'égalité que j'évoquais précédemment.

Quand je parle de partage, je ne pense pas seulement au partage des richesses. Non. Je pense aussi au partage du savoir grâce à l'éducation pour tous, au partage des décisions politiques grâce à une participation adéquate des citoyens. Et je pense aussi, en effet, au partage des biens, qui doit permettre à chaque citoyen de posséder ce qui est indispensable pour vivre dans la dignité. La mort et la violence indignent celui qui peut avoir une vie digne. Elles nous indignent tous pareillement, mais seulement si nous jouissons de notre dignité.

Nous sommes dans une période d'espoir. L'effondrement du bloc soviétique, la prise de conscience - surtout au cours des derniers mois et presque des dernières semaines - de la nécessité de chercher de nouvelles solutions sur le terrain économique et social, la fin de l'apartheid en Afrique du Sud - cet apartheid racial terrible, abominable, contre lequel nous avons tant lutté -, tous ces événements nous insufflent le grand espoir de voir se produire l'inespéré. Qui aurait pu dire il y a 12 ans, seulement 12 ans, qu'il arriverait ce qui s'est passé au Guatemala, en El Salvador, au Mozambique et, plus récemment, en Ulster ? Ce sont des exemples qui nous inspirent et qui nous donnent du courage. Il nous faut imaginer des solutions aux problèmes. Ne l'oubliez pas : l'espoir consiste à espérer que se produise l'inespéré et il faut pour cela de l'imagination et de la persévérance.

Mais ces dernières années nous ont démontré que c'était possible. Elles nous ont démontré que les réalistes, les pragmatiques, ceux qui prédisaient que tout irait mal se sont trompés. Il y a beaucoup de processus de paix à mener à terme et il n'existe pas de modèle à suivre, mais ce qui est propre à nous encourager, c'est que des victoires ont été obtenues - comme je vous le disais - à force d'imagination et d'obstination. Il est vrai que certains des espoirs que nous avons conçus à la fin de la dernière décennie ont été déçus. Il est vrai que certaines ouvertures sur lesquelles nous comptions se sont vite refermées. Mais il faut persévérer.

Vous tous, nous tous, sommes maintenant différents, du point de vue biologique et culturel, de ce que nous étions au moment où nous sommes entrés dans cette salle. C'est précisément en cette évolution, parfois très accélérée, parfois très forte et profonde, que réside notre liberté ; en ce séjour permanent entre les certitudes et les incertitudes, entre la lumière et l'ombre. C'est en cela que réside notre liberté, notre capacité de décision. Le philosophe espagnol Rof Carballo parlait de la grandeur de l'homme sur la corniche, pour décrire cette façon d'être humain aussi bien face à la brume qu'à la lumière.

En ce moment - je le répète - nous devons défendre la diversité, cette diversité sans fin qui est notre richesse. Mais nous devons aussi défendre notre unité, parce qu'elle est notre force, notre seule force. L'unité autour de quelques rares - trois ou quatre - grandes valeurs universelles qui doivent nous rassembler tous pour que nous puissions faire face, en cette fin de siècle, aux grands défis de notre temps.

Permettez-moi de revenir, parce que je considère que c'est fondamental, à ce que j'ai dit au début à propos de la mémoire du futur. J'ai dit que le passé est ce qu'il a été. Mais que ce que nous avons devant nous est un patrimoine intact. Je le sais en tant que Directeur général de l'UNESCO, d'une organisation qui apparaît parfois comme celle qui sauvegarde les monuments de pierre. Les monuments de pierre, il faut en effet les protéger, mais ils ne sont pas aussi vulnérables que ce patrimoine intangible, ce patrimoine intellectuel, ce patrimoine de création culturelle que détiennent tous les peuples.

J'ai évoqué précédemment le potentiel musical de cette importante région de la Colombie. C'est ce que nous devons protéger. Nous devons protéger également notre patrimoine génétique et dire très haut qu'on ne peut cloner des êtres humains. L'UNESCO a fait une déclaration en ce sens, qui a été unanimement approuvée. Notre patrimoine génétique, mais aussi notre patrimoine éthique. Ce patrimoine éthique qui est comme un distillat de toutes les civilisations à travers l'histoire des différents peuples, des différentes cultures. Le passé, en dépit de tous les efforts, ne peut être oublié ; il peut être pardonné mais non oublié ; il peut être pardonné, surtout si tous les citoyens commencent à écrire l'avenir la main dans la main.

Il faut se souvenir du passé, non pour rouvrir de vieilles blessures, mais pour les refermer. La mémoire de l'histoire oui, mais pour s'en servir comme du rétroviseur d'une automobile : juste ce qu'il faut pour conduire correctement devant soi. La mémoire du passé, pour savoir que les grandes transformations ne se sont jamais faites par la force des armes mais par la force des idées et des idéaux. La mémoire, pour savoir que l'intégration ne s'est jamais faite par l'intérêt et l'argent, mais par le fil conducteur de la culture, par ce dense tissu fait de différents brins, unis par des valeurs partagées. La mémoire, enfin, pour être à l'écoute, à l'écoute du peuple, à l'écoute des citoyens, au lieu de continuer à imposer des directives et des conseils, parfois même en exigeant des conditions.

L'éthique implique surtout deux critères de référence : la mémoire et la comparaison. La mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour ce dont nous jouissons aujourd'hui, la mémoire de ceux qui ont subi la prison et la torture pour la liberté que nous avons aujourd'hui. La comparaison pour apprécier les biens de toute sorte dont nous profitons. Il existe tant d'indifférents parmi les nantis, parmi ceux qui possèdent presque tout et ne savent la valeur de presque rien. Et c'est qu'on n'aime vraiment que ce pour quoi l'on s'est battu, ce dont on a rêvé, ce qui nous a tenu éveillés la nuit et nous a fait nous lever au petit matin. Il faut comparer, et penser à ceux qui n'ont presque rien et apprécient tant le peu qu'ils ont.

Léonard de Vinci a écrit avec sa très grande lucidité que lorsqu'un navire menace de chavirer, la seule chose qui compte est de réussir à rester à flot ; il n'y a plus à bord ni riches ni pauvres, ni hommes ni femmes, ni jeunes ni vieux, ni blancs ni noirs. Il n'y a plus que des passagers qui affrontent un destin commun. Nous qui avons le privilège de vivre en cette époque vertigineuse, nous sommes les passagers d'un navire, sur cette planète appelée Terre, cette planète encore bleue, où nous partageons un même risque et des espérances identiques.

Nous devons savoir à tout moment quelle direction prend ce navire spatial où nous voyageons tous, quels sont les objectifs suprêmes de justice, de solidarité et de liberté qui doivent orienter notre course. Les technocrates et les bureaucrates ne s'intéresseront qu'aux détails du fonctionnement. Les ploutocrates et les autocrates tenteront de s'emparer du gouvernail, aiguillonnés par l'intérêt et la volonté de pouvoir. Seuls les démocrates, ne l'oublions pas - c'est-à-dire tous ceux qui ont été élus, car la démocratie, comme les droits de l'homme, n'appartient à aucune institution, à aucun parti, à aucune nation, à aucun peuple -, seuls les démocrates chercheront avant tout, en scrutant l'horizon, à faire prendre à l'embarcation la trajectoire appropriée, en demeurant en permanence à l'écoute du peuple.

Aujourd'hui plus que jamais, le monde est un. Qu'il s'agisse de la diffusion d'un virus comme le sida ou d'une pandémie causée par des prions, de la pollution de l'eau ou du risque de prolifération nucléaire, de l'émigration incontrôlée ou du trafic de stupéfiants, le destin de chaque être humain - quels que soient son sexe, sa religion, son idéologie - est intimement lié à celui de tous les habitants de la planète. Dans ces conditions, nous ne pouvons payer à la fois le prix de la guerre et celui de la paix. Il faut choisir. Pour construire la paix et la liberté, et réussir à mettre en place des formes de développement économique, culturel et social plus équitables et plus respectueuses de l'environnement, il faut investir d'une autre façon, retenir d'autres priorités et surtout compter sur l'engagement actif de tous les acteurs sociaux.

Ces acteurs sociaux, Mesdames et Messieurs, qu'on peut voir à la présente réunion de Confecámaras, ces acteurs sociaux qui représentent toute la société civile, qui représentent la société tout entière - la société civile, ecclésiastique, militaire -, doivent tous être unis autour de ceux qui ont été élus par le peuple. Ils doivent être les principaux acteurs du processus de transformation, de cette métamorphose, de cette grande mutation. Cette grande mutation qui ne peut se réaliser que si nous nous éloignons suffisamment des positions d'équilibre, de cette situation où tout est déjà mesuré, calculé, au profit de quelques-uns. L'Europe aujourd'hui - j'aime à le répéter - doit avoir de la mémoire et comparer pour faire à nouveau la preuve de son intérêt pour l'homme, pour montrer cette passion, ou à défaut cette "compassion", qui peut changer le cours de notre temps.

Les dix millions de Colombiens qui ont récemment apporté leurs suffrages au *Mandato por la Paz*, ont envoyé au monde, Mesdames et Messieurs, un message sans équivoque : la négociation politique légitimée par la volonté populaire est la seule façon de surmonter la violence, de consolider la démocratie et de garantir le respect des droits de l'homme. A la suite de cette initiative, on a vu naître un groupe d'organisations qui révèlent la volonté de paix de la société. La *Comisión Nacional de Paz*, *Empresarios por la Paz*, *Asamblea Permanente de la Sociedad Civil*, les *Comisiones Pacificadoras Regionales REDEPAZ* et d'autres groupes, travaillent courageusement - souvent dans des conditions très difficiles - pour inscrire dans la réalité ce désir collectif. On peut dire aujourd'hui avec joie et orgueil que la Colombie est sur le pied de paix.

L'UNESCO salue et appuie chaleureusement ces initiatives et tout particulièrement celle que vous représentez et elle rend hommage à la volonté de paix du peuple colombien, dans son ensemble, que M. le Président Andrés Pastrana a su comprendre et mettre en oeuvre avec diligence, en décidant de lancer une série de discussions pour la paix, dès que les résultats des élections ont été connus. Nous voulons accompagner ce processus de paix, en lui apportant notre appui moral et notre solidarité dans la pratique, et nous serons à l'écoute de ce que la société colombienne et ses dirigeants voudront nous proposer en matière de collaboration.

Je vais conclure, Mesdames et Messieurs, car comme moi, vous souhaitez entendre le Président de Confecámaras et le Président Pastrana. Pour qu'il y ait une justice efficace, il faut - comme je l'évoquais précédemment - pouvoir compter sur la stabilité et la sécurité, étant bien entendu qu'elles sont le fruit d'un système démocratique fondé sur des lois justes. En tant que Directeur général de l'UNESCO, j'ai souvent à le redire : il ne suffit pas de proclamer le règne de la loi - car à Weimar aussi régnait la loi, le stalinisme aussi faisait régner la loi ; il s'agit du règne de la loi sous le contrôle quotidien du peuple et de ses représentants. Il s'agit du passage de la légalité à la justice grâce à la liberté d'expression. C'est ainsi qu'on arrive à la stabilité et à la sécurité qui sont si importantes.

Nous avons investi et nous continuons malheureusement d'investir d'énormes sommes dans la force pour défendre nos frontières, nos territoires. Il va nous falloir maintenant commencer à consacrer des moyens à d'autres défenses, en commençant par la défense de notre dignité. C'est une honte que des enfants soient abandonnés, soient victimes de l'exploitation sexuelle ou de celle du travail, c'est une honte que des jeunes trouvent refuge dans la drogue ou les sectes, et c'est la démonstration qu'occupés à défendre la terre, nous avons oublié de défendre les personnes. Les défendre par des mesures politiques votées par les parlements et non en faisant appel à la charité, qui ne vaut que comme solution d'attente. La qualité de l'environnement, la liberté d'expression, l'éducation de nos enfants, le plein exercice des droits de l'homme, sont d'autres aspects de la défense des personnes qui nous appellent à agir sans tarder. Nous ne pouvons pas continuer à être des spectateurs à la fois stupéfaits et inopérants, à tolérer l'intolérable, comme c'est arrivé récemment en Bosnie, en Somalie ou au Rwanda.

Nous devons renforcer notre capacité d'anticipation, notre capacité de savoir pour prévoir et de prévoir pour prévenir. S'il est une chose que je trouve admirable chez les hommes d'affaires, c'est qu'ils savent très bien qu'il faut oser. Je me souviens avoir entendu très jeune encore, lorsque j'étais à Paris dans les années 50, cette phrase terrible d'Albert Camus : "On les méprisait, parce qu'alors qu'ils pouvaient faire beaucoup, ils ont eu si peu d'audace." Nous devons veiller à ce que cela ne se reproduise pas. Il faut oser, et les hommes d'affaires sont ceux qui entreprennent, qui savent mesurer les risques et déterminer si une entreprise peut donner les résultats espérés. Je sais moi aussi, comme scientifique, que le risque seul est dangereux, mais que la connaissance sans risque est inutile. Il convient donc de combiner les deux.

J'aime à dire aussi que l'enseignement supérieur n'est plus l'espace où l'on va apprendre, mais que ce doit être surtout le cadre d'un apprentissage supérieur, où l'on apprendra à entreprendre, à devenir des hommes d'entreprise. En commençant dans notre vie même qui, dans la mesure où elle est tournée vers les autres, peut contribuer à tracer des voies nouvelles.

Monsieur le Président de la République, je suis très honoré de votre présence,
Monsieur le Président, et Mesdames et Messieurs les membres de Confecámaras,
Mesdames, Messieurs,

L'avenir de tous les Colombiens est aujourd'hui plus que jamais **à faire**, c'est une tâche qui incombe à l'ensemble des acteurs sociaux, ces acteurs que vous, chambres de commerce, représentez dans une large mesure. J'ai la ferme conviction que, grâce aux efforts de tous, la concorde, l'espoir et la justice s'imposeront finalement dans ce beau pays et que la vie y redeviendra telle que la chantait l'un de ses grands poètes, Barba Jacob (pseudonyme de Miguel Angel Osorio), "claire, ondoyante et ouverte comme la mer"¹.

Je vous remercie.

¹ "Canción de la vida profunda" [Chant de la vie profonde] (1914).

DG/98/33

Original espagnol, français, anglais

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Discours
de
M. Federico Mayor

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à l'occasion de la remise du Prix Simon Bolivar

UNESCO, 19 octobre 1998

[Le Directeur général commence son discours en espagnol]

"S'envolant dans les âges à venir, mon imagination se fixe dans les siècles futurs et, de ce poste-là d'observation, avec étonnement et stupéfaction ... je suis transporté et il me semble que je vois déjà au coeur de l'univers."

Telles sont les paroles que Simon Bolivar, champion de l'indépendance, de la liberté et de la dignité des peuples de l'Amérique, a prononcées le 15 février 1819 devant le Congrès d'Angostura. La vision qu'il relatait était celle d'un continent uni. L'idéal bolivarien d'un monde plus libre, tolérant, solidaire, juste et développé coïncide pleinement avec les principes que proclament l'Acte constitutif de l'UNESCO et la Charte des Nations Unies. Ceux qui transcrivent ces idéaux dans la réalité, ce sont des milliers d'hommes et de femmes qui sont de vivants témoignages, souvent anonymes, des efforts et de l'abnégation consacrés sur l'autel du monde nouveau que nous nous efforçons d'édifier ensemble. Les deux personnes que nous allons honorer aujourd'hui sont des symboles exemplaires des valeurs éthiques qui constituent l'essence de notre mission.

Monsieur le Président de la Conférence générale,
 Monsieur le Président du Conseil exécutif,
 Madame Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix et Ambassadrice de bonne volonté de
 l'UNESCO,
 Monsieur le Ministre et cher ami,
 Monsieur l'ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
 Mesdames et Messieurs les membres du Conseil exécutif,
 Mesdames et Messieurs les délégués permanents, les ambassadeurs et les membres
 du corps diplomatique,
 Monsieur le Président et Monsieur le Professeur, lauréats 1998 du Prix international
 Simon Bolivar,
 Chers amis et chers collègues,
 Mesdames, Messieurs,

Une fois de plus m'échoit l'honneur de remettre le Prix international Simon Bolivar. Les lauréats de cette septième édition sont deux figures de premier plan que le jury international du Prix, composé de personnalités représentatives de diverses régions du monde, m'a recommandé de désigner. C'est avec une grande satisfaction que j'ai accueilli cette recommandation, à l'issue des délibérations qui ont eu lieu lors de la réunion internationale virtuelle des 22 et 23 septembre dernier. Nous venons de faire l'expérience des interventions virtuelles, par vidéo ou Internet, à l'occasion de l'important débat que le Conseil exécutif a consacré aux droits de l'homme et au grand projet de la Route de l'esclave. A cette occasion, les membres du jury sont intervenus, depuis le Siège pour certains, et en diverses parties du

monde pour les autres. Au Siège se trouvaient Mme Lourdes Arizpe, ancienne sous-directrice générale pour la culture et présidente du jury, qui a tenu son rôle de façon magistrale, ainsi que M. Francisco Kerdel Vegas, ambassadeur et délégué permanent du Venezuela à l'UNESCO ; M. l'Ambassadeur Mizio Kuroda nous a parlé et est intervenu depuis Tokyo, au Japon ; M. le Ministre Bronislaw Geremek - qui a participé aussi aujourd'hui au Conseil exécutif - est intervenu en cette occasion non depuis Varsovie mais depuis New York, où il assistait à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies ; et le professeur Paulin Hountandjou, du Bénin, a parlé et donné son avis depuis Johannesburg, en Afrique du Sud.

Mario Alberto Nobre Soares est l'homme de tous les combats en faveur des droits de l'homme, de la dignité des peuples, de la justice et de la paix. A 19 ans à peine, il entre dans les rangs du Mouvement d'unité nationale antifasciste. Puis il participe au Mouvement d'unité démocratique. Devenu avocat, il se consacre à la défense des prisonniers politiques et dénonce l'arbitraire de la dictature en place. Ces activités lui vaudront douze arrestations, la déportation sans jugement à Sao Tomé et, plus tard, l'exil.

Pendant ses années d'exil en France, il renoue avec l'enseignement (il avait été à Lisbonne directeur du Colegio Moderno que son père avait créé et que dirige aujourd'hui sa fille Isabel, qui nous honore ce soir de sa présence et à qui je suis heureux d'adresser un respectueux hommage) ; il sera ainsi amené à donner des cours à l'Université de Vincennes et à la Sorbonne.

Quand éclate la "Révolution des œillets" en avril 1974, Mario Soares entre dans le mouvement de transformation, décidé à prendre part au processus démocratique qui s'enclenche. Dans les mois qui suivirent la révolution, l'avenir du Portugal ne se présentait pas sous les meilleurs auspices. Certes, la majeure partie de la population espérait un régime de libertés publiques et de respect des droits de l'homme. Mais ces aspirations civiques ne trouvaient pas d'écho dans les vétustes institutions politiques d'alors. Ce décalage entre la maturité d'une société désireuse de rénovation et l'existence de structures obsolètes montrait bien la nécessité d'opérer des réformes en profondeur. L'atmosphère de conflit social, la crise économique, les problèmes liés à la décolonisation et les revendications corporatistes ne contribuaient pas non plus à faciliter la tâche de rénovation.

Mario Soares lui-même a relaté plus d'une fois, dans des passages hauts en couleurs, les événements de ces mois-là. Durant "l'été chaud" de 1975, même les observateurs les plus optimistes ne pensaient pas qu'il serait possible au Portugal de réformer pacifiquement les institutions et d'organiser un Etat de droit, dans une atmosphère de respect et de concorde où le dialogue et la négociation se substitueraient à la rancœur et à la violence.

Pourtant, les partis politiques qui avaient accepté les règles du jeu démocratique, effectuèrent avec succès le difficile passage à un régime de libertés et de pluralisme authentique. Ce triomphe des idéaux républicains a eu une forte résonance dans le monde entier et a constitué pendant longtemps une source d'inspiration inestimable pour ceux qui défendent ces mêmes valeurs. Il est indubitable que ce succès a été largement dû à la lucidité, à l'habileté politique et à la ténacité de Mario Soares.

Au poste de ministre des affaires étrangères de trois gouvernements provisoires, M. Soares a joué un rôle fondamental dans la décolonisation des pays africains soumis à la domination portugaise. Les rencontres de Dakar avec le futur Président de la République

populaire du Cap-Vert, Aristides Pereira, et celles de Lusaka avec Samora Machel, qui allait devenir Président du Mozambique, donnèrent naissance à ce que l'on a appelé "l'esprit de Bissau". Grâce à cette impulsion, l'ancienne puissance coloniale et les nouvelles républiques indépendantes s'engagèrent à "assumer le passé et à en tirer les leçons leur permettant de marcher ensemble sur la voie du progrès".

En qualité de Premier ministre du premier gouvernement démocratique, Soares eut à faire face à la réinsertion des "retornados" - presque un million de Portugais rapatriés des anciennes colonies africaines - ainsi qu'à une situation économique particulièrement grave. C'est au cours de ses mandats successifs que fut approuvée la législation qui jetait les bases de l'Etat de droit, notamment le code civil, la loi de séparation des pouvoirs et la réforme agraire. Durant les années où il a été dans l'opposition, de 1978 à 1983, il a participé à la révision de la Constitution, qui a finalement consacré l'entrée en vigueur d'un régime civil pluraliste. En janvier 1986, Mario Soares est devenu le premier président élu au suffrage universel direct dans l'histoire du pays. Ce mandat confié par le peuple a été confirmé de façon retentissante par sa réélection en 1991.

Mesdames et Messieurs,

Au cours de sa longue carrière politique, Mario Soares a fourni des preuves évidentes de son intérêt pour les questions internationales. Tout en maintenant des liens avec les anciennes colonies portugaises d'Afrique, il a travaillé sans relâche au renforcement des liens de son pays avec le reste du continent européen. En 1985, il a eu l'honneur de signer le traité d'adhésion par lequel le Portugal est entré dans la Communauté européenne. En qualité de vice-président de l'Internationale socialiste, il a présidé les commissions chargées du Proche-Orient et de l'Amérique latine. Il était dernièrement à la tête de la mission qui a examiné le problème du terrorisme en Algérie et qui a récemment remis son rapport final au Secrétaire général des Nations Unies.

La dernière étape de ce parcours *sui generis* est celle de la Fondation que Mario Soares a décidé de créer en 1991. Dans cette institution, le Président nous donne les voies d'accès les plus remarquables à l'histoire contemporaine du Portugal. Plus de deux millions de documents de ses archives personnelles, parfaitement classées, sont à la disposition des chercheurs travaillant sur cette période. Contrairement au secret qui prévaut généralement dans les milieux politiques, Mario Soares ouvre pour nous tous ses dossiers, de l'humble classeur de l'étudiant dans l'opposition des années 40 jusqu'aux élégants porte-documents du Président de la République. C'est une leçon supplémentaire d'intelligence et de dignité que nous dispense celui qui a su incarner comme peu d'autres le désir de liberté d'un peuple et d'une époque et sa volonté de transparence.

Mario Soares est par conséquent un citoyen du monde, ce que confirment sa grande réputation et le nombre croissant d'universités qui lui ont décerné le titre de docteur *honoris causa*. A ce propos, je voudrais dire que j'ai eu le grand honneur, la grande satisfaction, sur le plan tant humain qu'académique, d'être son parrain à l'Université d'Evora, lorsqu'on lui a conféré ce titre. Il a reçu des dizaines de prix et de marques de reconnaissance, de la part de gouvernements comme d'organismes internationaux. Parmi les principaux, je citerai le Prix international des droits de l'homme, qui lui a été décerné par les Nations Unies en 1977, et le Prix Robert Schumann, accordé par la Communauté européenne l'année dernière.

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de connaître le Président Mario Soares depuis de nombreuses années et je l'ai toujours admiré. C'est un dirigeant exemplaire. Il a pourtant un secret, un secret connu de tous. Je veux parler de María Jesús, son épouse et sa complice dans sa lutte infatigable en faveur de la dignité humaine. Je tiens, par l'intermédiaire de sa fille, à la féliciter et à lui adresser mon plus cordial salut.

[Le Directeur général continue en français]

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Le deuxième lauréat, le professeur Milad Hanna, est le fils d'une des civilisations les plus anciennes du monde. Il se sent l'héritier de l'Égypte des dynasties pharaoniques, de l'Égypte hellénistique, de l'Égypte romaine, de l'Égypte arabe, de l'Égypte africaine et méditerranéenne. Bref, il se sent l'héritier de l'Égypte pluriculturelle, et prône l'unité nationale dans le respect des différences.

C'est en prison où il est jeté pour délit d'opinion qu'il a trouvé les piliers de son identité culturelle et ceux de tout son peuple. Dans cette prison, il n'est pas tombé en dépression, en désespoir ou en haine. Il est tombé en réflexion. Et là, au plus profond de son être, il a découvert que le respect et l'acceptation de l'autre, en Égypte, était un phénomène courant de la vie quotidienne, bien avant la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Les écrits du professeur Hanna font de lui un des champions "bolivariens" de la liberté, de l'indépendance et de la dignité humaine. C'est en 1957 qu'il commence à s'inquiéter des conséquences de l'urbanisation croissante, notamment pour la préservation de l'environnement et du patrimoine archéologique. Il a revendiqué le droit des citoyens aux revenus modestes d'habiter un logement adéquat moyennant un loyer modique, suggérant des solutions telles que la subvention des loyers et la taxation des résidences de luxe par un impôt de solidarité sociale. L'aggravation de la situation du logement dans les années 1970 l'incite à tirer la sonnette d'alarme auprès des pouvoirs publics.

En 1978 paraît son livre : "I want Shelter", qui provoque son emprisonnement. Libéré en 1981, il est nommé, trois ans après, président de la Commission du logement de l'Assemblée du peuple. Ses prises de position et ses écrits ont suscité de nombreuses polémiques. Et ses propositions de loi, destinées à améliorer le sort de la population marginale vivant dans les cimetières et les bidonvilles, ont été rejetées.

J'ai eu le privilège de recevoir des mains du professeur Hanna, pendant la Conférence de Stockholm sur les politiques culturelles, un livre lumineux et inspirateur : "Towards a bright millennium". En le parcourant, j'ai admiré l'intellectuel optimiste et engagé, l'humaniste authentique et l'homme de culture, qui poursuit la quête incessante d'une culture de paix agissante dans le comportement quotidien de l'être humain.

Le professeur Hanna, qui assume également la présidence du Comité de la culture scientifique du Conseil supérieur de la culture en Égypte, a fait le choix du dialogue en ce qui

concerne les questions sociales et culturelles d'envergure internationale. Après l'effondrement des blocs, il ne cesse de prôner sa conviction la plus intime : l'acceptation de l'autre, avec ses différences, est le passage obligé vers un avenir de cohabitation pacifique à l'intérieur d'une société et entre les sociétés.

[Le Directeur général continue en anglais]

Cet après-midi, quand j'ai eu le plaisir de le rencontrer dans mon bureau, il m'a dit qu'il avait un nouveau livre prêt à sortir. Il a ajouté qu'il serait peut-être, dans quelques semaines, en mesure de me donner cet ouvrage qui traite précisément de la reconnaissance des autres.

Par son infatigable attitude de compréhension, d'ouverture à autrui, le professeur Hanna est un exemple pour notre époque. Il essaie toujours de tendre la main à ceux qui sont dans le besoin. C'est pourquoi je me réjouis si fort de la présence ici d'un homme qui est l'exemple vivant de la tolérance. Comme vous le savez, à l'initiative de l'UNESCO, l'Assemblée générale a proclamé l'année 1995 Année des Nations Unies pour la tolérance. C'était une façon pour toutes les institutions des Nations Unies et pour la communauté internationale de célébrer le cinquantième anniversaire de la fondation des Nations Unies.

[Le Directeur général termine en français]

Monsieur le Président de la Conférence générale,
Monsieur le Président du Conseil exécutif,
Monsieur le Ministre,
Monsieur l'Ambassadeur,
Mesdames, Messieurs,

Vous avez bien voulu, Monsieur le Président du Conseil exécutif, faire un geste significatif pour marquer le vingtième anniversaire de la création du Prix international Simon Bolivar et je vous en remercie. En 20 années d'existence, ce Prix n'a perdu ni de sa pertinence, ni de son prestige, bien au contraire. Pour la pertinence, il suffit de rappeler les thèmes du débat qui vient d'avoir lieu - droits de l'homme, éducation aux droits de l'homme, esclavage. Pour le prestige, il suffit de constater le nombre et l'excellence des candidats présentés, originaires des cinq régions du monde. Je dois toutefois exprimer à ce propos un regret : que les candidatures féminines ne soient pas plus nombreuses. Vous me demandez souvent, Monsieur le Président du Conseil exécutif, de vous faire rapport sur la participation des femmes à la mise en oeuvre du programme. Ici, parmi toutes les candidatures présentées, ne figurait qu'une seule femme. Dans ces conditions, il est aisé d'imaginer comment les choix qu'ont dû faire les membres du jury ont été embarrassants.

Chers lauréats, vous méritez la meilleure récompense à laquelle aspirait Bolivar, le titre de "bon citoyen".

Cher Mario Soares, c'est avec un grand plaisir que je vous remets le Prix international Simon Bolivar 1998.

[Le Directeur général lit le texte du diplôme et remet le chèque, la médaille et le diplôme au lauréat]

Cher professeur Hanna, c'est avec un grand plaisir que je vous remets le Prix international Simon Bolivar 1998.

[Le Directeur général lit le texte du diplôme et remet le chèque, la médaille et le diplôme au lauréat]

DG/98/36
Original: français

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Allocution
de
M. Federico Mayor

Directeur Général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à l'ouverture de la 2ème réunion des "Entretiens du XXIe siècle"

Quelle démocratie pour le futur?

Paris, 13 novembre 1998

Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un plaisir de présider la deuxième séance des *"Entretiens du XXI^e siècle"* organisés par l'Unité d'analyse et de prévision de l'UNESCO sur le thème «Quelle démocratie pour le futur ?».

J'attache une importance toute particulière à ce cycle des *"Entretiens du XXI^e siècle"*, qui sont les entretiens de l'avenir: les tendances actuelles, manifestement, ne vont pas dans le bon sens. Au cours de mes nombreux voyages, j'ai en effet pu constater qu'au lieu de se réduire, le fossé qui sépare les pauvres et les déshérités de ceux qui jouissent du bien-être matériel est au contraire en train de s'élargir. A l'aube du XXI^e siècle, de nouveaux défis menacent la démocratie: la croissance des inégalités; la rupture du contrat social, au sein même des sociétés ou de l'Etat-nation; l'exclusion et la marginalisation des individus, de catégories sociales entières, voire de peuples ou de cultures ancestrales; l'apartheid social et l'apartheid urbain, qui gagnent du terrain; la corruption et les organisations mafieuses, qui prospèrent lorsque se délite le lien social et les fondements de l'éthique collective.

Nous sommes à l'aube du XXI^e siècle, dont à peine 780 jours nous séparent. Certes, nous avons fait des progrès énormes du point de vue scientifique, nous avons fait des découvertes et des progrès extraordinaires du point de vue technologique, du point de vue médical, du point de vue de la télécommunication. Mais nous n'avons pas encore appris à vivre et à maîtriser cette nouvelle mesure. Nous devons désormais accomplir une transition sans précédent dans l'histoire, qui nous conduira d'une culture de guerre et de force - de cette culture qui a fait du XX^e siècle un siècle de mort - vers une culture de paix, vers une culture de dialogue et de compréhension, de connaissance de l'autre, des autres cultures et de l'interaction.

Il nous faut donc réfléchir à notre avenir. Nous devons anticiper pour prévoir, et prévoir pour prévenir; nous devons agir par des objectifs à long terme. Il faut dire à tous ceux qui ont sur leurs épaules des responsabilités à l'approche du nouveau millénaire qu'ils ne peuvent pas réagir seulement à court terme, sous la pression des enquêtes d'opinion publique. Ils doivent agir en conscience, afin de mettre en oeuvre une transition décisive dans l'histoire du monde: celle qui conduira d'une culture de guerre -- fondée sur le pouvoir, la domination, la violence, celle qui a fait du XX^e siècle un siècle de mort -- à une culture de paix, de dialogue, de compréhension, de connaissance de l'autre et des autres cultures, de partage. Nous devons dire que la violence et la force ont échoué. Nous avons payé le prix de la guerre; nous devons maintenant payer le prix de la paix, investir dans la paix.

C'est en grande partie l'oeuvre de l'éducation, qui doit permettre d'assurer la pleine expression de la créativité humaine, et qui doit enseigner aux hommes à vivre ensemble, malgré leurs différences, dans le respect des droits de l'homme. Il faut accélérer cette transition, qui impose de notre part un changement de

mentalités et d'habitudes; nous ne pouvons pas continuer à utiliser les mêmes procédures, les mêmes cadences, les mêmes rythmes que par le passé. Il faut changer dans le sens du dialogue, ce qui ne veut pas dire pour autant que nous devons être dociles. Il faut dialoguer, il faut réfléchir, et il faut agir.

Les *Entretiens du XXI^e siècle* expriment la volonté de l'UNESCO de renouveler et de renforcer dans son programme l'anticipation et la vision prospective à long terme. Ils visent à mieux préparer le siècle qui vient, grâce à des échanges entre scientifiques et intellectuels de renom, décideurs et personnalités internationales. En inaugurant ce cycle d'entretiens appelé à se poursuivre dans le prochain siècle, mon collègue Jérôme Bindé, directeur de l'Unité d'analyse et de prévision de l'UNESCO, avait souligné la nécessité d'une "éthique de la discussion pour préparer une éthique du futur" parce que "le XXI^e siècle ne saurait être réduit à un monologue, serait-il celui de la technologie". C'est pourquoi l'UNESCO a souhaité que ce cycle de rencontres demeure ouvert : ouvert sur l'avenir, parce que le XXI^e siècle sera prospectif ou ne sera pas; ouvert sur la notion de dialogue - parce qu'il est impensable pour nous, à l'UNESCO, de prétendre explorer le futur sans l'échange, sans la diversité des points de vue; ouvert, enfin, sur un projet à long terme, sur un projet prospectif, parce que notre réflexion doit veiller à préserver les chances des générations futures, parce qu'elle doit s'inspirer de cette éthique du futur dont nous avons esquissé les contours lors de la conférence organisée à Rio de Janeiro en juillet dernier, à laquelle les médias internationaux ont donné un très large écho.

Face à la tyrannie du court terme - dont nous constatons chaque jour les conséquences néfastes sur le développement, sur la paix et sur l'environnement - nous devons réhabiliter le "temps long" et l'idée de projet à long terme. Face à la négation de l'avenir, nous devons jeter les bases d'une *éthique du futur*, qui prenne en compte non seulement les générations présentes mais aussi nos enfants, et les enfants de nos enfants. Eduardo Portella, président de la Conférence générale de l'UNESCO, a dit avec sagesse que "l'UNESCO, si elle ne veut pas rester au bord du chemin de l'histoire, doit anticiper et prospecter". Vous savez que la Conférence générale de l'UNESCO, qui a terminé ses travaux hier, vient d'approuver deux instruments essentiels de cette éthique du futur: la Déclaration sur le génome humain, et la Déclaration des responsabilités des générations présentes à l'égard des générations futures, dans laquelle les Etats membres de l'UNESCO ont souligné que "le plein respect des droits de l'homme et des idéaux de la démocratie constituent une base essentielle pour la protection des besoins et des intérêts des générations futures". L'"éthique du futur" ne saurait se contenter de léguer à nos enfants, et aux enfants de nos enfants, un patrimoine matériel. Elle consiste aussi, je dirais même surtout, à leur transmettre un patrimoine immatériel, symbolique, voire spirituel, le patrimoine de nos valeurs: la liberté, bien sûr, mais aussi l'égalité; la justice; la solidarité; la paix et, au-dessus de tout, l'amour.

Mesdames, Messieurs,

Nous accueillons ce soir trois intellectuels de premier plan, venus de trois disciplines différentes et de trois régions du monde: le sociologue **Alain Touraine**, tout d'abord, qui n'a guère besoin que je le présente, puisqu'il est à la fois un ami de l'UNESCO et l'un de ceux qui nous ont aidés à repenser la situation de la démocratie et les nouveaux défis du développement après la fin de la guerre froide. Je me rappelle qu'en 1991, à l'heure où les murs tombaient à travers l'Europe, l'UNESCO avait convoqué avec le Président Vaclav Havel le Forum international "Culture et démocratie" à Prague.

Cher Alain Touraine, vous avez été l'inspirateur de ce forum, qui à son tour vous a inspiré un ouvrage fondamental: *Qu'est-ce que la démocratie?*. Aujourd'hui, dites-vous, la démocratie est inquiète. Parce que la globalisation paraît menacer la diversité des cultures. Parce que le citoyen se change en client. Parce qu'à l'opinion publique semble se substituer la consommation de programmes et que la défense de l'individu se dégrade en particularismes, en sectes et en obsession de l'identité personnelle et collective. Selon vous, la démocratie est indispensable pour que la liberté puisse gérer les rapports entre la rationalisation et les identités. "Si la démocratie est menacée et si elle a si souvent été détruite", écrivez-vous, "c'est parce que, dans le monde contemporain, l'univers de la rationalisation et celui des identités, l'univers des marchés et celui des communautés se séparent de plus en plus et que la démocratie ne peut vivre dans aucun des deux quand ils sont dissociés l'un de l'autre".

Je salue également le philosophe **Michael Walzer**, membre de l'Institute for Advanced Study de Princeton et codirecteur de la revue *Dissent*, dont l'ouvrage désormais classique intitulé *Spheres of justice* constitue une étape importante de la réflexion sur le pluralisme démocratique. Cet ouvrage vient juste de paraître en traduction française aux éditions du Seuil, que je remercie pour l'amical concours qu'elles ont prêté à l'organisation de cette séance. Michael Walzer, qui participe à la mise en œuvre de notre projet sur l'éthique universelle, soutient que la démocratie se fonde sur la séparation des institutions, sur la répartition des biens selon des "sphères" sociales autonomes, dont la séparation assure qu'aucun groupe et qu'aucune personne ne domine toutes les sphères de la société. Sa réflexion débouche sur l'idée d'une "égalité complexe", c'est-à-dire sur l'idée d'une société dans laquelle aucun type de bien ne peut prévaloir sur les autres, et qui assure la participation de tous à toutes les formes de justice - une société qui suppose à la fois le respect mutuel et le respect de soi.

Enfin, je salue chaleureusement l'historien **Elikia M'Bokolo**, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, ancien directeur du Centre d'études africaines, et auteur, entre autres ouvrages, d'une histoire de l'Afrique particulièrement novatrice, intitulée *Afrique noire: Histoire et civilisations*. Elikia M'Bokolo, lui aussi, participe fréquemment à nos travaux et saura enrichir le débat de ce soir, j'en suis convaincu, de ses remarques toujours judicieuses.

Bergson opposait la morale fermée et la morale ouverte. De même, Karl Popper distinguait les sociétés ouvertes et les sociétés closes, sociétés d'ennemis crispés sur leurs certitudes et leurs paranoïas. Je crois qu'il faut désormais distinguer aussi pensées closes et pensées ouvertes. La réunion de ce soir en offre un vivant témoignage: la réponse aux défis complexes du XXI^e siècle exige de notre part, de plus en plus, une réflexion qui se situe au croisement des disciplines, des discours et des expériences.

Mesdames, Messieurs,

Les fondateurs de l'UNESCO ont fait preuve d'une extraordinaire lucidité, en soulignant le rôle essentiel de la liberté dans la construction de la démocratie. Ils savaient qu'une paix durable a besoin de partage, de justice, et d'égalité : ils l'ont écrit dans le préambule de notre Acte constitutif, qui stipule que la paix "doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité". Mais ils ont aussi souligné le rôle de la "libre poursuite de la vérité objective et le libre échange des idées et connaissances". C'est pourquoi l'Article premier dit que l'UNESCO doit "faciliter la libre circulation des idées, par le mot et par l'image". Pourquoi? Parce que pour une démocratie, la justice est essentielle et la loi doit être juste ; et pour que la loi soit juste, il faut que les citoyens puissent s'exprimer en toute liberté, sans aucune restriction .

Les valeurs démocratiques font désormais partie du patrimoine commun de l'humanité. Ce patrimoine, nous devons le protéger parce qu'il est fragile, et parce que les avancées de la démocratie sont souvent suivies de reculs.

Il nous faut désormais repenser la démocratie, parce qu'à l'aube du XXI^e siècle, de nouveaux défis la menacent: la croissance des inégalités; la rupture du contrat social, au sein même des sociétés ou de l'État-nation; l'exclusion et la marginalisation des individus, de catégories sociales entières, voire de peuples ou de cultures ancestrales; l'apartheid social et l'apartheid urbain, qui gagnent du terrain; la corruption et les organisations mafieuses, qui prospèrent lorsque se délite le lien social et les fondements de l'éthique collective.

Car la démocratie doit s'appuyer sur un fondement éthique. Elle est d'abord culture du partage. Les inégalités sociales et les asymétries dans la distribution des richesses de tous ordres - y compris, en premier lieu, la connaissance - ne peuvent être réduites et disparaître que si nous partageons mieux les fruits du progrès. Comment accepter que 20% des habitants de la planète se partagent 1,1% du revenu mondial, ou que, dans les pays les moins avancés, près d'un tiers des habitants n'atteignent pas l'âge de 40 ans? Comment tolérer cette honte collective que représente l'exploitation industrielle ou sexuelle des enfants et les ravages de la drogue chez les jeunes? Nous avons investi des sommes énormes dans la défense de nos frontières et de nos territoires. Il nous faut maintenant investir dans la défense de la dignité et de la sécurité humaines, pour garantir à chacun le plein

exercice des principes éthiques sur lesquels se fonde la démocratie, c'est-à-dire le gouvernement du peuple *par* le peuple et *pour* le peuple.

Mesdames, Messieurs,

Alain Touraine a publié cette année un nouveau livre au sujet de la démocratie, dont le titre résume à lui tout seul un des grands enjeux du XXI^e siècle: *Pourrons-nous vivre ensemble?* J'irai plus loin, et je vous pose à tous la question: voulons-nous vivre ensemble? Sommes-nous prêts à vivre ensemble? Jacques Delors, président de la Commission internationale pour l'éducation au XXI^e siècle, l'a rappelé dans le rapport que sa Commission a remis à l'UNESCO: l'éducation, ce n'est pas seulement apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être. C'est aussi et surtout apprendre à vivre ensemble, pour construire la Cité du futur. Vivre ensemble, c'est la loi même de la démocratie. La démocratie, ce ne sont pas seulement des institutions ou un corpus de règles. C'est un mode de vie. La démocratie ne s'exerce pas seulement au moment des élections; elle s'exerce à tout moment, par la solidarité, par le partage, par la participation, et je dirai aussi, et surtout, par l'amour. Ce dont le monde souffre, ce n'est pas d'un déficit économique, ou d'un déficit commercial, ou d'un déficit budgétaire, c'est d'un déficit d'amour.

Il n'y a qu'un chemin, c'est de donner à chaque femme et à chaque homme la possibilité de maîtriser sa propre vie. Nous sommes aujourd'hui témoins d'une externalisation progressive de la vie de chaque être humain : externalisation par des influences externes, par le virtuel, externalisation par les drogues, par des influences très diverses. Le but fondamental de l'éducation consiste à donner à chaque femme et à chaque homme la possibilité de dessiner sa propre vie. Cette souveraineté personnelle, c'est l'éducation qui donne à chacun les moyens de l'acquérir.

Le citoyen doit compter et participer si l'on veut d'une démocratie forte, fondée sur la capacité de tout citoyen de s'exprimer. Une démocratie, c'est le seul cadre dans lequel toute femme et tout homme peut compter, cela veut dire avoir une influence, avoir une voix et c'est la seule solution. Je ne vois d'autre solution que de donner à tout citoyen la possibilité de participer, de compter au lieu d'être compté. Car nous sommes comptés dans les sondages, nous sommes comptés lors des élections, mais nous ne comptons pas.

J'aime paraphraser Descartes lorsqu'il disait "je pense, donc je suis", et j'y ajoute toujours comme les Africains "je sens, donc je suis", "je pense et je sens, donc je suis". Du point de vue de la démocratie, il faut dire "je participe, donc je suis". Car si je ne participe pas, je n'existe pas comme citoyen, alors la démocratie est une démocratie fragile, c'est une démocratie manipulée.

Vivre ensemble, c'est aussi reconnaître notre diversité. La démocratie moderne a pour vocation d'accueillir la diversité: comme le souligne Michael Walzer

dans son livre *Pluralisme et démocratie*, elle est par définition pluraliste. Mais ce pluralisme est fondé sur des valeurs universelles et partagées, celles qui sont inscrites dans la Charte des Nations Unies, dans l'Acte constitutif de l'UNESCO, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

L'UNESCO est au cœur de la démocratie du futur. Pourquoi? Parce que notre mission première est l'éducation, et que le meilleur bouclier de la démocratie, ce sont des citoyens formés et responsables. Parce qu'elle a pour mission, selon son Acte constitutif, d'assurer "la libre poursuite de la vérité objective et le libre échange des idées et des connaissances" en facilitant "la libre circulation des idées, par le mot et par l'image". Pour cela, il nous faut des médias pluralistes - la Déclaration de Windhoek l'a souligné -, mais il nous faut également des médias indépendants et responsables qui se mobilisent contre la culture de la guerre et de la violence - c'est ce à quoi se sont engagés les responsables des médias de presse en Amérique latine, dans la récente Déclaration de Puebla. L'UNESCO est au cœur de la démocratie du futur, enfin, parce que la science - qui donne le savoir et la possibilité d'éclairer le futur - et la culture - qui donne le savoir vivre et la capacité d'imaginer le futur - seront les clés du XXI^e siècle. Parce qu'il n'y aura pas de démocratie du futur sans une réforme de la pensée, et sans l'invention d'un nouveau pacte démocratique, d'un *nouveau contrat social* qui réponde aux défis de la mondialisation, comme l'a proposé le professeur Ethan Kapstein, directeur du Council on Foreign Relations.

Mais il faut aussi reconnaître que, très souvent, nous n'avons pas le courage de dénoncer l'injustice dans nos domaines de compétence. Or, si nous souhaitons être la conscience du système des Nations Unies, nous devons protester. C'est pour cette raison que je n'hésite pas à dénoncer les pays où les droits de l'homme sont bafoués. Pour la même raison, je proteste lorsqu'on applique les principes démocratiques selon un régime "à deux vitesses", selon l'importance économique du pays en question. Nous constatons que pour quelques pays, qui sont de très bons clients, ou possèdent beaucoup de ressources naturelles, on compose, alors que parfois on a adopté des positions tranchées vis-à-vis d'autres pays qui n'ont pas cette caractéristique d'être de très bons clients ou de très bons fournisseurs de matières premières.

Nous devons aussi réfléchir aux dimensions internationales de la démocratie, qui repose sur le respect des droits de l'homme, sur la paix civile et internationale, sur le développement humain et durable, sur l'éducation pour tous tout au long de la vie. Nous avons payé le prix de la nuit, il nous faut maintenant payer le prix de la lumière. Nous avons payé le prix de la guerre, il nous faut désormais payer le prix de la paix. Nous avons payé le prix de la terreur et du despotisme ; il nous faut payer le prix de la liberté, le prix de l'égalité, donc le prix de la démocratie. C'est à cette seule condition que nous parviendrons à favoriser l'éclosion d'une culture démocratique qui soit aussi une culture de paix.

Je voudrais terminer par un mot qui me tient beaucoup à coeur en tant que scientifique : l'adjectif "complexe". Nous avons très souvent cherché, avec la meilleure volonté, à simplifier la complexité pour pouvoir nous exprimer, pour pouvoir être mieux compris. C'était une énorme erreur : si la réalité est complexe, il faut savoir la montrer telle qu'elle est pour pouvoir la transformer, sinon nous ne pourrions changer que la perception, et non la réalité même. Cette leçon est fondamentale pour la démocratie : nous ne devons pas simplifier la complexité. L'espèce humaine est merveilleusement équipée du point de vue intellectuel pour faire face à cette complexité et transformer la réalité. C'est pour cela que la capacité d'anticipation est plus fondamentale que jamais.